

front rouge



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 21 / 13 AVRIL 1972 / PRIX : 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 LYON / BP 47 / 69-LYON-PREFECTURE

les forces populaires du sud-vietnam liquident l'armée fantoche



UNE OFFENSIVE D'UNE ENVERGURE JAMAIS ATTEINTE

Sur tout le territoire du Sud Vietnam, les Forces Armées Populaires de Libération avancent victorieusement. Les armées fantoches fuient devant elles, et la population des villes et des villages libérés les accueille avec enthousiasme. C'est la plus formidable offensive jamais lancée par le Front National de Libération. Du Nord au Sud Vietnam, quatre fronts sont ouverts. Depuis le 30 mars, dans le QUANG TRI, près de la zone démilitarisée, les FAPL avancent en semant une totale déroute dans l'armée fantoche (à Camp Carrol, tout un régiment s'est rendu avec armes et officiers aux FAPL) et en libérant une vaste zone : elles ne sont plus qu'à 10 km de HUE. Un 2^e front sur les hauts plateaux du centre, vers Kontum. Un 3^e au Nord ouest de SAIGON, près de la frontière cambodgienne, où l'importante place de LOC NINH a été libérée. Et, enfin, un dernier front au sud de Saïgon, dans le delta, que les fantoches présentaient comme un modèle de "pacification", c'est-à-dire, comme une région sûre pour eux.

Au cours de cette offensive, les FAPL mettent en œuvre de très gros moyens, en hommes et en matériel : des troupes nombreuses, avec une énorme puissance de feu. Sur les routes du Quang Tri, les FAPL avancent en de longues files de camions, appuyées par une artillerie puissante, y compris des fusées. A 100 km au nord ouest de Saïgon, comme dans le Quang Tri, les FAPL livrent des combats de chars. Et partout, intervient l'aviation populaire. C'est une nouvelle forme de la guerre du peuple, celle de l'étape où les forces populaires se sont suffisamment renforcées pour s'opposer victorieusement à des régiments ennemis entiers.

ANÉANTIR LES FORCES ARMEES DE L'ENNEMI

Jusqu'où les FAPL vont-elles avancer ? Cette offensive est-elle du même type que celle du Têt en 1968, ou celle qui, en 1954, s'est terminée par la victoire de Dien Bien Phu et les accords de Genève ? En 1954, Dien Bien Phu a obligé les impérialistes français à négocier un compromis mais l'impérialisme US était prêt à prendre la relève derrière. En 1968, il s'agissait de porter des coups très durs aux américains pour leur faire admettre l'échec de leur intervention directe au Vietnam, puis ce fut la nouvelle doctrine Nixon, la "vietnamisation". En avril 72, le rapport de forces a changé, tant en Indochine que dans le monde : le

camp de la révolution l'emporte largement. Il s'agit cette fois-ci d'anéantir physiquement les forces ennemies.

Telle est la vérité qui éclate au grand jour, et que les réactionnaires et les révisionnistes ne veulent pas admettre : c'est une victoire militaire qui apportera l'indépendance et la paix en Indochine, c'est militairement que les peuples d'Indochine mettront l'impérialisme et ses valets à genoux. Déjà, en 1968, c'est l'échec militaire de ses troupes d'agression qui a contraint Nixon à la "vietnamisation". La "vietnamisation", ce fut d'abord, le retrait des troupes terrestres américaines : c'est aujourd'hui une réalité, il reste environ 100 000 GI's en Indochine (contre 543 000 en avril 1969). Ce fut en même temps, le renforcement des armées fantoches : 1 200 000 hommes (dont près de 500 000 réguliers). Mais la "vietnamisation", c'est aussi le maintien et même le renforcement des forces d'appui américaines (aviation, marine, état-major...) dont une partie, basée en Thaïlande, ou sur la 7^e flotte, momentanément loin des combats. Tout ce système a déjà subi des coups très durs, et particulièrement l'armée fantoche qui est en pleine décomposition. Chaque victoire populaire est un coup très dur porté aux forces et au moral des troupes fantoches : après l'invasion du bas Laos en février 1971, 15 400 morts chez les fantoches et leurs troupes d'élite pratiquement détruites. Ces derniers temps, il y avait parfois près de 15 000 désertions par mois. L'offensive en cours va porter le coup décisif à cette armée fantoche. Et, dans ce but, les FAPL appliquent, depuis le 30 mars, une double tactique. D'une part, un appel au ralliement qui est déjà largement suivi, comme le prouve entre autres, la reddition de toute la garnison de Camp Carrol. D'autre part, détruire complètement les troupes ennemies non ralliées, tâche d'autant plus facile que les victoires populaires sèment la panique dans le camp fantoche.

Anéantir l'armée fantoche, c'est la forme militaire que prend avec l'offensive d'avril, la lutte politique du FNL contre la "vietnamisation" : élargir le camp des patriotes et isoler les impérialistes et leur poignée de valets. Il y a quelque temps, le GRP publiait une déclaration promettant l'amnistie aux membres de l'administration et de l'armée fantoche qui se rallieraient : aujourd'hui, c'est en masse que se font les ralliements. A Saïgon, tandis que Thieu et ses sbires s'affolent au point de dégarnir complètement Saïgon pour envoyer le plus de soldats au front actuel, pendant ce temps, les étudiants sont en grève contre la mobili-

sation, ils refusent de partir combattre pour les impérialistes US. De plus en plus nombreuse la population des villes se rallie au camp des patriotes. Dans tout le sud du Vietnam, derrière les troupes populaires, la zone libérée s'élargit, le Vietnam de demain se crée. C'est l'échec de la "vietnamisation" : Thieu n'a déjà plus aucun soutien populaire, s'il perd son armée, il perd la bouée par laquelle ses maîtres américains le maintiennent hors de l'eau.

UNE SITUATION SANS ISSUE POUR LES AGRESSEURS US

Que vont donc faire les américains, face à l'échec de la "vietnamisation" ? Le choix de Nixon est tellement délicat que, depuis début avril, il n'est pas encore arrivé à prendre une décision définitive. Il pourrait recommencer la guerre au même point qu'en 1960 et faire redébarquer ses troupes en masse, il lui faudrait alors aller contre l'opinion publique américaine lasse de la guerre et des "boys" tués en Indochine : c'est un choix douloureux à 8 mois des élections présidentielles. L'autre possibilité, et c'est du reste dans ce sens que s'oriente momentanément Nixon, serait de renforcer l'appui aérien offert par les USA : intensification des bombardements, y compris sur Hanoi et Hai Phong, (et qui pourrait aller jusqu'à l'utilisation de la bombe atomique). Déjà, la 7^e flotte a été renforcée et possède une puissance de feu encore jamais atteinte en Indochine : des B 52 ont été ramenés des Etats-Unis et les bombardements sur le Nord et les zones de combat s'intensifient. Mais, c'est oublier qu'aujourd'hui, la puissance américaine a des limites, par exemple que l'armée US a dû arrêter, en décembre dernier, les bombardements de la piste Ho Chi Minh, faute de moyens, qu'aujourd'hui pour bombarder le Vietnam, elle a dû réduire considérablement les bombardements sur le Laos et que les forces indochinoises abattent de plus en plus de B 52. Enfin, si Nixon envisageait d'envahir la RDVN, il trouverait en face de lui un peuple depuis longtemps prêt à cette éventualité. Parallèlement à toutes ces possibilités sur le terrain, il ne faut pas oublier les manœuvres de l'impérialisme US en direction du social-impérialisme pour qu'il freine la lutte des peuples d'Indochine ; et c'est vrai que Moscou ne souhaite qu'une chose : voir tout le monde s'asseoir sagement autour de la table de la conférence de Paris. Là encore, c'est compter sans la volonté des peuples d'Indochine de lutter pour la victoire totale.

"Le peuple Vietnamien et le gouvernement de la République Démocratique du Vietnam sont fermement convaincus que tous les frères et amis dans les cinq continents accorderont un soutien accru et une aide plus vigoureuse à la juste cause du peuple vietnamien comme des autres peuples indochinois, jusqu'à la victoire totale".

Tel est l'appel lancé le 5 février par le gouvernement de la République Démocratique du Vietnam.

Il ne suffit pas de répondre à de tels appels par des pétitions aux ambassades US, comme le proposent les révisionnistes du PCF. Il ne suffit pas non plus d'intensifier le soutien aux peuples d'Indochine, seulement à chaque nouveau pas dans l'agression US (invasion du Cambodge, reprise des bombardements) comme cela a été trop souvent le cas dans le mouvement révolutionnaire. De chaque pas décisif des peuples d'Indochine vers la victoire, nous devons nous en emparer pour amplifier notre travail de soutien et d'explication. Et c'est le cas aujourd'hui avec l'offensive généralisée d'anéantissement du pouvoir fantoche.

C'est sur ces mots d'ordre que les marxistes-léninistes doivent prendre toute initiative de soutien à l'offensive, y compris en participant aux manifestations unitaires de soutien aux peuples révolutionnaires d'Indochine qui se dérouleront :

plus un soldat, plus une bombe U.S. en Indochine !

a bas la clique fantoche de Thieu !

la guerre du peuple anéantira l'impérialisme et ses valets en Indochine !

les peuples d'Indochine vaincront !

chômage partiel... ...un moyen supplémentaire d'exploitation

Si la bourgeoisie admet l'existence en la minimisant d'un certain nombre de chômeurs, elle est complètement muette sur le chômage partiel. En fait, c'est une arme au service de la bourgeoisie pour faire payer au travailleur les à-coups de la production capitaliste, les conséquences de l'anarchie du marché capitaliste, les crises permanentes qui le secouent. Le chômage partiel, sous ses diverses formes, se développe particulièrement dans les métropoles impérialistes. En effet, la bourgeoisie maintient ou développe une série d'emplois qui demandent un minimum d'heures de travail; elle confie ces tâches à des travailleurs qui sont obligés de les accepter faute d'autre chose, bien qu'elles ne leur permettent pas de reconstituer normalement leur force de travail. (1 million de chômeurs en France. Voir Front Rouge n° 20). La bourgeoisie tente de persuader les travailleurs que les diminutions d'horaire sont, au fond un moindre mal, par rapport aux licenciements, bien aidée en cela par les révisionnistes (à Roanne la C.G.T. avait fait accepter par le personnel des ARCT une diminution d'horaire non compensée au lieu de licenciements).

QU'EST CE QU'UN CHÔMEUR PARTIEL ?

C'est un travailleur qui ne trouvant

pas un emploi à plein temps, ne peut reconstituer qu'une fraction de sa force de travail, avec le salaire qu'il touche. Pour la bourgeoisie c'est un travailleur dont l'horaire est inférieur à 40 h. par semaine ou qui n'a qu'un travail saisonnier. Toutefois, de nombreux ouvriers faisant 45 ou 50 h par semaine ont du mal à vivre du fait de leurs bas salaires (smigards) et les réductions d'horaire les frappent très durement. Même si par la suite nous ne les prenons pas en compte, une large partie d'entre eux devrait être classés chômeurs partiels.

QUELS SONT LES TRAVAILLEURS QUI SONT TOUCHÉS PAR LE CHÔMAGE PARTIEL ?

Ce sont les travailleurs dont l'horaire est inférieur à 40 h. à cause de problèmes techniques (défaut d'approvisionnement en énergie ou en matière première) ou à cause de difficultés économiques du capital (crise de surproduction, restructuration...). Les réductions d'horaire sont particulièrement importantes ces derniers temps, avec l'aggravation de la crise mondiale du capitalisme (crise monétaire, bataille des marchés acharnée...)

Tous les travailleurs saisonniers; en particulier, les ouvriers agricoles et une fraction importante de la popula-

tion des campagnes qui, bien que cherchant du travail, ne trouve une activité salariée que pendant les moissons ou les vendanges. Par exemple, les ouvriers des usines alimentaires (conserveries, sucreries) qui ne travaillent à plein temps que 4 ou 5 mois dans l'année.

Tous les ouvriers qui sont lock-outés par le capital (Renault en 1971)

Tous les travailleurs qui exercent une activité quelques heures par semaine (femmes d'ouvrier qui exercent une activité soit trois ou quatre heures par jour ou 2 ou 3 jours par semaine).

La bourgeoisie prétend que les personnes qui travaillent à mi-temps choisissent librement cette forme d'activité; quelle hypocrisie! Prenons l'exemple d'une famille ouvrière de 3 enfants, une seule paie ne suffit pas pour nourrir tout le monde. Si la femme travaille à temps complet (il lui faut déjà en trouver un, ce qui n'est pas une mince affaire) les frais de garde des enfants sont supérieurs à ce qu'elle gagne, donc, aucun intérêt. Elle choisit donc de travailler chez elle pendant une partie de la journée et de vendre sa force de travail une autre partie. C'est donc, choisir librement le travail à mi-temps! L'organisation de la société capitaliste l'accule à cette solution, et les capitalistes savent bien en profiter pour l'exploiter au maximum.

souscription

Sochaux	1.000 F
Lyon	1.000 F
Paris	820 F
Besançon	200 F
Paris	105 F
Besançon	50 F
Clermont Ferrand	180 F
Avignon	10 F
Marseille	47 F
Liège	100 F
Martignes	5 F
Paris	300 F
Réims	101,50 F
Total	3.918,50 F

Participez au meeting organisé par le Comité "Espagne Républicaine Anti-Fasciste et Patriote" (C.E.R.A.P.) Vendredi 14 avril à 20 h 30, Salle de la Mutualité à Paris

Sur: - Les luttes du peuple espagnol contre le régime fasciste de Franco et son maître l'impérialisme américain

- Le programme du F.R.A.P.-Comité de Coordination pour le Front Révolutionnaire Anti-Fasciste et Patriote.

près la même. Ceci est obtenu en imposant un travail de plus en plus intense:

par l'augmentation des cadences: par exemple, à l'atelier BC 3, de montage des cabines, où on est passé de 104 cabines pour une semaine de 44 h en décembre, à 118 cabines pour une semaine de 42 h en janvier, avec le même personnel, soit une augmentation de productivité de 13,4%. C'est au BC 3 que Joseph Molina et Louis Berland sont morts en janvier, victimes des conditions de travail dégueulasses imposées par le Capital.

par la refonte des charges: par exemple, à la peinture, à l'atelier CD 1, où la maîtrise a profité du va-et-vient imposé à l'emploi des intérimaires, pour modifier les charges de travail, les augmenter en combinant de nouvelles opérations.

par la méthode dite "méthode des temps de mouvement" (MTM): aux cabines (BC 3) et aux moteurs (VL), la direction expérimente cette méthode depuis environ 6 mois; elle étudie minutieusement les gestes des ouvriers en les décomposant par fraction de seconde pour mettre au point les mouvements les plus rapides possible.

LE PATRONAT DE BERLIET ACCROIT SES PROFITS

il réduit la masse des salaires versés, grâce aux réductions d'effectifs et aux réductions d'horaire.

il maintient ou accroît le niveau de la production en modernisant les machines (exemple: mécanisation des presses à BC 3) et en intensifiant le travail, ce qui a permis ainsi de passer à 2419 véhicules en 1972 au lieu de 2246 en février 1971 (augmentation de 17%).

il a augmenté de 10% le prix de vente de ses véhicules et de ses pièces

LE CHÔMAGE PARTIEL "INDEMNISE"

La bourgeoisie reconnaît qu'il existe quelques cas de chômage partiel pour lesquels elle verse des indemnités. Ce sont les réductions d'horaire dues à un sinistre, à un manque d'approvisionnement.

Dans les autres cas, et même lorsqu'il s'agit de la conjoncture économique, c'est le ministère des affaires sociales qui décide.

D'autre part, il existe une double limitation

Le contingent annuel d'heures indemnisables varie selon les activités économiques de 80 h. à 320 h. Si par exemple, un ouvrier de la métallurgie fait 36 h par semaine et s'il n'a droit qu'à 80 heures indemnisées dans l'année, le reste ne sera pas compté (des usines tournent aujourd'hui à 20 h par semaine).

Le plafond des ressources à ne pas dépasser: le total du salaire effectivement perçu, plus les allocations de chômage ne doit pas dépasser pour la quatorzième considérée un plafond égal à:

140 fois le SMIG horaire pour les salariés n'ayant aucune personne à charge.

170 fois le SMIG horaire pour les salariés ayant une ou deux personnes à charge.

190 fois le SMIG horaire pour les salariés ayant au moins trois personnes à charge. (soit 665 F. au 1^{er} juillet 71.)

Ce qui fait que la fraction des chômeurs à temps partiel indemnisés n'est qu'une petite partie du nombre total des chômeurs partiels.

ANNEES	EFFECTIFS
1963	97 500
1964	314 300
1965	842 900
1966	189 200
1967	561 400
1968	319 200
1969	109 600
1970	299 400

Source: INSEE - Nombre d'ouvriers ayant eu droit à une indemnité de chômage partiel dans l'année considérée.

LE CHÔMAGE PARTIEL CALCULE A PARTIR DES ENQUETES SUR L'EMPLOI

Ici, il ne s'agit plus des chômeurs partiels indemnisés, mais des chômeurs recensés lors d'enquêtes nationales. Dans ces enquêtes, l'INSEE exclut:

1. les ouvriers agricoles, ce qui supprime la majeure partie des saisonniers.
2. les raisons de convenance personnelle (voir le chapitre précédent)
3. mauvais temps (bâtiment etc...)

ANNEES	Chômeurs partiels	Travaillant moins de 30 h/semaine	Chômeurs partiels durables
Oct. 62	740 000	350 000	540 000
Oct. 64	800 000	340 000	650 000
Oct. 66	800 000	310 000	715 000

Source: INSEE - Enquête sur l'emploi - L'INSEE ne publie plus d'enquête sur le chômage partiel après 1966!

En 1969, en écartant les saisonniers, (qui sont partie intégrante des chômeurs à temps partiel mais que la bourgeoisie laisse de côté) il y avait au minimum 1 million de chômeurs à temps partiel. Ce chiffre doit être de beaucoup dépassé aujourd'hui, il n'est pourtant pas possible à évaluer avec précision; la bourgeoisie se gardant bien de fournir des éléments pour cela.

Le travail à mi-temps présenté par la bourgeoisie comme un grand progrès se développe, (surtout pour les femmes)

Le capital tend à généraliser sa tactique de réduction d'horaire en cas de difficultés économiques avant de procéder à des licenciements.

Rien que ces derniers mois ce sont des dizaines de milliers d'ouvriers qui ont été touchés par ces mesures, entre autres:

au Mans: Philips: 1600 ouvriers font 32 h. depuis 70.

à Brest: "les Ateliers Français de l'Ouest" sont passés de 44 h à 20 h en décembre 71.

le Mans: Celmans 20 h par semaine.

dans les Vosges: Cobrey, 4 usines, 2400 salariés qui font soit 40 h soit 36 h.

Le chômage à temps partiel prend de plus en plus d'importance, c'est un moyen habile pour le capital d'accroître l'exploitation de la classe ouvrière et, comme pour le chômage complet, il ne disparaîtra qu'avec le capitalisme. Engager la lutte contre les réductions d'horaire avec réduction de salaire, c'est une partie intégrante de la lutte contre le chômage!



berliet

même production... avec horaires et personnels réduits

Le patronat de Berliet augmente ses profits, tandis que les travailleurs sont victimes d'une baisse de leur pouvoir d'achat et de conditions de travail de plus en plus dures; avec des effectifs réduits, et une réduction de l'horaire de travail, les ouvriers doivent produire autant de camions que les années précédentes. Pour imposer de telles conditions aux ouvriers, les capitalistes de Berliet n'hésitent pas à utiliser la menace et le chantage en essayant de faire croire que les intérêts du capital à Berliet sont communs avec les intérêts des travailleurs.

DIMINUTION DES SALAIRES

Les ouvriers de Berliet sont parmi les plus mal payés de toute la métallurgie en France, avec des salaires de 1 000 à 1 200 F par mois. Cela n'empêche pas le patronat de Berliet de réduire ouvertement les salaires.

Des mesures importantes, assimilables à un véritable chômage partiel viennent d'être prises. Ceci a consisté à réduire les horaires de 44 h à 42 h, début janvier. Comme une 1/2 heure seulement est payée sur les deux heures perdues (qui étaient payées en heures supplémentaires) la perte de salaire pour chaque travailleur est d'au moins 4,3%. Pour le moment, les horaires restent à 42 h, mais la menace d'autres réductions entraînant de nouvelles pertes de salaires n'est pas levée: du jour au lendemain, les travailleurs de Berliet peuvent être victimes de la politique de la direction qui déclarait le 18/2: "Nous avons maintenu notre garantie d'assurer à tous 42 h de travail pendant le mois de mars, mais au-delà de cette date, nous ne pouvons rien

dire... Il n'est pas possible aujourd'hui de prendre l'engagement jusqu'aux vacances, de s'en tenir à un certain horaire".

Pour le moment, le patronat de Berliet préfère diminuer l'horaire de l'ensemble des ouvriers plutôt que de licencier massivement, car cela lui évite d'avoir à payer des indemnités de licenciement, et il espère éviter des actions des travailleurs.

Même les quelques miettes que la direction s'était "engagée" à accorder dans le cadre des accords direction-syndicats sont aujourd'hui remises en cause: les 2% d'augmentation prévues pour le 1^{er} décembre sont devenus 1%, tandis que les 2% prévus à partir du 1^{er} janvier 72 n'ont été appliqués qu'à partir du 1^{er} février; pour 72, la direction a refusé de prendre le moindre engagement sur une augmentation même minime des salaires.

Au cours de l'année 71, les salaires à Berliet, ont augmenté de 6,3% alors que, même l'indice CGT du coût de la vie (fixé à partir du budget d'un ouvrier P3 de la région parisienne) reconnaît une hausse des prix de 9,5% pour 1971: cela fait donc une baisse du pouvoir d'achat de 3,2% qui vient s'ajouter aux 4,3% perdus avec les réductions d'horaire.

TRAVAILLER TOUJOURS PLUS VITE

L'abaissement de la durée du travail à 42 h n'amène nullement une économie de fatigue pour les ouvriers, bien au contraire. Malgré cet abaissement et une réduction de 500 ouvriers en 1971 à Berliet Vénissieux, la production de camions est restée à peu



Lyon Berliet...

de rechange.

Pour accroître ses profits, Berliet a reçu un magnifique cadeau de l'Etat capitaliste: un prêt public de 6 milliards de francs, un "cadeau" payé avec les impôts directs et indirects extorqués aux travailleurs.

Pour imposer sa politique, le patronat de Berliet passe à la répression ouverte: licenciements de vieux travailleurs qui ne peuvent pas tenir la cadence, d'ouvriers tunisiens de retour de vacances de leur pays, suppression des 6 heures payées par an pour l'information syndicale, afin de faire obstacle au rassemblement des travailleurs, mise à pied à la moindre occasion etc...

Il fait des menaces de réduction d'horaire et de lock out en cas de grève: ainsi, le chômage partiel est utilisé par Berliet comme moyen de pression pour essayer d'imposer aux travailleurs la baisse du pouvoir d'achat et des conditions de travail de plus en plus dures: la direction déclare: "Si des événements (sous-entendu des grèves) venaient à se produire, compromettant la sortie des véhicules, nous n'aurions pas les ressources de trésorerie nécessaires pour continuer d'assurer l'emploi à l'ensemble du personnel et des réductions d'horaires touchant l'ensemble de l'établissement suivraient". Pour justifier leurs menaces, les patrons de

Berliet déclarent: "Il faut tenir compte de la concurrence nationale et internationale. Quand les Allemands livrent sans délai, Berliet doit en faire autant".

Les capitalistes voudraient faire croire que les ouvriers ont intérêt à faire des sacrifices pour que Berliet résiste à la concurrence.

MAIS LES INTERETS DES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN A VOIR AVEC CEUX DU CAPITAL (QUI LES SUREXPLOITE):

Fin mars, plusieurs ateliers de Berliet-Saint-Priest qui fabriquent les ponts, ont débrayé contre l'accélération des cadences.

En janvier, les ouvriers de la peinture à CD 1 avaient fait échec à une tentative d'accroître les cadences, en faisant plusieurs débrayages.

A CD 4, les ouvriers ont débrayé il y a quelques jours contre la mise à pied d'un ouvrier et ont obtenu la réduction de la sanction.

Aujourd'hui, le mécontentement des ouvriers de Berliet est de plus en plus grand; ces jours-ci, les syndicats ont dû organiser des réunions par atelier où les travailleurs ont exprimé leur colère contre la baisse du niveau de vie et l'intensification du travail. Les prochaines semaines vont sans doute être marquées à Berliet par l'explosion du mécontentement des travailleurs.

caen grève à Promodes

Depuis le mardi 28 mars, les ouvriers de l'entrepôt Promodes sont en grève.

Salaires d'un chauffeur-livreur : 800 F par mois.

Salaires d'un chargeur : 750 F par mois.

— En ne donnant aux ouvriers qu'un salaire de misère, les patrons les obligent à faire des heures supplémentaires pour avoir tout juste de quoi vivre : les ouvriers de Promodes doivent travailler de 7 h le matin à 8 h le soir, 13 heures de travail par jour pour arriver à un salaire de 1 080 F.

La hausse du coût de la vie, l'augmentation des impôts font que l'ouvrier est obligé de travailler de plus en plus pour subvenir à ses besoins : c'est d'autant plus de profit que le patron empoche.

Il est juste que les ouvriers de Promodes réclament 100 F d'augmentation pour tous.

— Dernièrement les camions sont passés de 9 tonnes à 12 tonnes. Une équipe de 2 ouvriers maniait 150 tonnes par jour.

Aujourd'hui, ils en manient 200 ; chaque ouvrier porte maintenant 25 tonnes en plus.

Plus de travail fourni par l'ouvrier = plus de profit pour le patron.

Qu'importe pour le patron si les ouvriers risquent de s'écraser les doigts sous les caisses !

CETTE SITUATION EST CELLE DE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE

— Il ne s'agit pas d'une mauvaise organisation de l'entreprise comme voudrait le faire croire la C.F.D.T., mais de la logique des patrons : organiser le profit maximum sur le dos des ouvriers ; vendredi, un délégué C.F.D.T. reprend les arguments du patron à propos de l'incendie de l'entrepôt d'Evreux : "Oui, il faut le reconnaître, c'est une coïncidence malheureuse".

En fait Promodes brasse des milliards volés aux travailleurs, les intérêts de Promodes et ceux des travailleurs n'ont rien de commun !

— Face à l'intensification de l'exploitation par les capitalistes, la classe ouvrière engage des luttes de plus en plus dures :

Les patrons n'hésitent plus à recourir à tous les moyens pour briser les grèves.

A Nantes, à Dunkerque, à St. Brieu, le patron fait appel aux flics et s'appuie sur les cadres.

Non aux salaires de misère !

A bas le patronat et ses flics !

A bas l'exploitation capitaliste !

Tract diffusé par les militants Front Rouge.

a bas les licenciements ! a bas la baisse du pouvoir d'achat !

Le JOINT FRANCAIS à St Brieu, GIROSTEEL au Bourget, usine PARIS à Nantes : des luttes dures et prolongées qui montrent la combativité de la classe ouvrière face à la rapacité du capitalisme. 5^e semaine de grève à St. Brieu, 6^e à Nantes, 10^e à GIROSTEEL. A Schirmeck, c'est la 4^e semaine, à FAMEX-Millau, la 2^e.

Autre point commun de ces luttes : elles concernent les conditions de travail et les salaires. Les grévistes réclament des augmentations de salaire uniformes, en centimes et non plus seulement hiérarchisées et en pourcentage : 0,70 pour tous à St. Brieu ; 1 F pour tous à GIROSTEEL ; 64 F pour tous et 3 % chez PARIS ; 6 F de salaire horaire minimum pour tous à PEUGEOT-Cycles.

Ces luttes sont dirigées aussi contre le chômage et les licenciements : à Schirmeck, 150 licenciés chez CONTROL'S FRANCE ; à Millau, chez FAMEX.

Le patronat, mis en difficulté par la montée de la crise et conscient que cette crise ne fait que commencer, ferme des usines, licencie une partie du personnel, ne lâche rien ou des miettes. Ainsi, à PEUGEOT-Cycles, atelier par atelier, les ouvriers, à partir du 30 mars, se mettent en grève contre les cadences et pour les salaires (6 F de l'heure pour tous). Dans l'atelier de montage des vélocycles le patron semble accepter de revenir aux cadences antérieures mais il ne lâche rien sur les salaires. Par ailleurs il met au point son système de répression. Il sort l'arsenal des lettres de menace et de licenciement ; il organise ses jaunes et ses cadres les plus fascistes contre les grévistes ; il recourt à l'aide de l'Etat toujours à son service qui lui offre ses flics pour réprimer les grèves et les occupations d'usine.

Ainsi, à Nantes, attaque conjointe des flics et des jaunes : 6 ouvriers blessés dont un ouvrier de 64 ans, grièvement. Et PARIS licencie 2 ouvriers. A GIROSTEEL, le patron licencie 20 ouvriers dont 7 délégués. Après la provocation (débouée) d'un cadre qui voulait introduire un pistolet dans l'usine, le patron fait appel aux flics qui vident les ouvriers qui occupent. Même recours aux flics contre l'occupation à St. Brieu.

St-Brieu - Le joint français



Face à ces agressions, les ouvriers résistent. Ils prennent même l'offensive en sachant bien qu'ils se heurteront à la répression. A St. Brieu, après 4 semaines de grève, un directeur du groupe C.G.E. vient spécialement de Paris pour proposer... 0,16 F d'augmentation. Les grévistes n'hésitent pas : ils séquestrent ce directeur et deux de ces acolytes à l'intérieur des locaux de l'inspection du travail, pendant toute la nuit. Les flics lancent un ultimatum. Les ouvriers ne cèdent pas. Une manifestation de solidarité est durement réprimée par les flics.

Dans ces luttes, la C.G.T., elle, joue son rôle de collaboration de classe. A Nantes, avec la C.F.D.T., elle freine la solidarité des ouvriers. Elle essaye de faire reprendre le travail sous le prétexte que la différence entre les revendications des grévistes et les propositions patronales se serait réduite à 0,33 %, alors qu'elle a mis sous le manteau la revendication d'augmentation uniforme. A PEUGEOT-Cycles, elle essaye de faire reprendre le travail. Devant la détermination des grévistes, elle leur propose alors d'abandonner la revendication uniforme de 6 F pour tous qui unit tous les grévistes contre une prime de chaîne... sous prétexte que c'est plus facile à obtenir. A St. Brieu, elle minimise la portée de l'offensive des grévistes. Un délégué C.G.T. se défend dans un interview à Europe n° 1 d'avoir séquestré. L'Humain prétend que les cadres ont été simplement "empêchés de sortir".

Elle ignore la lutte des ouvriers immigrés de GIROSTEEL. Les sections C.G.T. de la région parisienne se refusent à organiser le moindre soutien financier.

Les ouvriers tiennent. A Nantes, ils ne reprendront que si la totalité des revendications est satisfaite : augmentation de salaire uniforme, réintégration des licenciés. A St. Brieu, ils ont prouvé par la séquestration qu'ils n'étaient pas prêts à lâcher. A GIROSTEEL, les ouvriers immigrés font de la suppression des licenciements un préalable à la discussion. A PEUGEOT-Cycles, les grévistes, en dépit de la C.G.T., maintiennent leurs revendications. A Millau, le patron de FAMEX après l'occupation de l'usine et au bout de deux semaines de grève a été contraint de réintégrer les licenciés.

SCHIRMECK

LUTTE CONTRE LA FERMETURE DE CONTROL'S FRANCE

LUTTE CONTRE LE CHOMAGE AIGU DANS LA VALLÉE DE LA BRUCHE

Les 250 travailleurs de CONTROL'S FRANCE (CF) sont en grève avec occupation des locaux depuis le 14 mars 72. Le but, faire céder la direction sur les licenciements de 150 travailleurs prévus pour le 4 avril 72.

CONTROL'S FRANCE

C.F. fait partie du groupe américain SINGER dont le siège est à New York et dont la principale maison-mère en Europe se trouve en Hollande ; le groupe possède encore une usine en Italie et en Allemagne.

C.F. fabrique des appareils de sécurité pour poêles à mazout et notamment pour ZAEGEL-HELD (vannes de sécurité, appareillage électrique de sécurité etc.).

La plus grande partie des travailleurs sont des OS et, parmi les OS, la plus grande partie sont des femmes à qui est confié le montage rapide et précis des petites pièces électriques, l'autre partie étant des hommes de la fonderie et de l'atelier d'usinage.

LA LUTTE ACTUELLE DES 250 TRAVAILLEURS DE CONTROL'S FRANCE

1. le licenciement
Le motif des 150 licenciements avancés par la direction, ce serait la conjoncture économique, le rétrécissement du marché du poêle à mazout : "toute contrainte, de quelque ordre que ce soit, ne peut affecter la décision prise puisque celle-ci est la conséquence d'études économiques et financières sérieuses". Traduisons : le profit que l'on peut escompter de l'exploitation des ouvriers de SCHIRMECK est insuffisant, nous allons le chercher ailleurs, laissant sur place juste une centaine d'ouvriers pour faire tourner les machines les plus rentables que nous venons d'investir. Après avoir fait le plein des subventions que l'état distribue aux capitalistes sous forme de primes à la création d'emplois, prêts

oui ! la C.F.D.T. donne des leçons de gestion au groupe Singer ! "l'U.D. reproche (!) au groupe international de n'avoir pas tiré les conclusions du resserrement du marché du poêle à mazout... Et de n'avoir pas voulu préparer une reconversion de l'usine (!). Sa nécessité aurait pu apparaître évidente en effet, au simple regard du chiffre d'affaire de l'entreprise, qui, depuis deux ans, baissait régulièrement (!)" (extraits de la conférence de presse de l'U.D. C.F.D.T.).

— La C.F.D.T. reproche également au groupe Singer de vouloir s'en aller de la vallée de la Bruche sans se "soucier" (!!) de l'avenir des personnes qu'il licencie, après leur avoir donné du travail (!) pendant près de 10 ans et de se décharger ainsi, de ses responsabilités sur les "pouvoirs publics, les industriels et les élus locaux".

Ainsi, non contente de donner des conseils de gestion à la direction de C.F., la C.F.D.T. se permet de l'opposer aux autres capitalistes de la région aux pouvoirs publics (préfet, C.R.S...) aux élus locaux, comme si, au contraire, tous ces individus ne concourraient pas ensemble à l'exploitation du prolétariat de Schirmeck. Tout au long de la grève, la C.F.D.T. a donné aux ouvriers l'illusion que ces bons "capitalistes", ce préfet allaient résoudre les problèmes de licenciements. Tout au plus ont-ils permis à C.F. de gagner du temps !

— Sur le même thème de la "gestion désinvolte" la C.F.D.T. affirme dans sa campagne que l'usine C.F. est moderne. Et ils proposent une reconversion de l'activité, s'efforçant de convaincre qu'il existe des solutions à cette manifestation de la concurrence capitaliste, au lieu de s'en emparer pour mettre à nu cette maladie incurable du système capitaliste, et qui ne disparaîtra qu'avec elle.

Au niveau de la lutte elle-même ces positions réactionnaires ont leurs conséquences : dans la lutte elles signifient : régler le conflit par discussions, par attitude compréhensive réciproque.

Exemple : le lundi 20 mars, 3 directeurs ont été séquestrés pendant plusieurs heures. Puis ils ont été relâchés pour une réunion avec "élus locaux, sous-préfets et industriels de la vallée, pour discuter des problèmes de l'emploi". Il faut dire aussi que si cette "solution de compromis" a été adoptée c'est parce que les C.R.S. s'apprétaient à libérer les trois directeurs "manu militari", intervention contre laquelle rien ne sera dit ou fait par la C.F.D.T., mais dont l'instigateur, le préfet, continuera à être présenté comme un arbitre compréhensif.

Enfin, ces positions affirmées surtout par l'U.D. et reprises par la section de C.F. ont eu pour conséquence des contradictions au sein de la C.F.D.T., entre partisans de la conciliation et partisans de la lutte. La présence des cadres dans le camp des grévistes (ils sont aussi menacés de licenciement) est une des raisons de l'attitude très nettement timorée de la C.F.D.T.

LA POSITION DES REVISIONNISTES D.U.P.C.F.

C'est de faire porter la responsabilité non pas sur la gestion de l'usine mais de la reporter sur la "gestion gouvernementale".

La responsabilité porte sur le "pouvoir gaullo-centriste", le 5^e plan, la "politique de Pompidou qui a pour conséquence le chômage" et, sur ce, le P.C.F. embraye sur la nécessité de... "Changer l'équipe gouvernementale", de voter pour le gouvernement d'union populaire.

L'utilisation faite par les révisos des révélations du type "aide d'état", "exonération" etc... est aussi différente. Les révisos en profitent pour faire du chauvinisme de grande puissance en disant par exemple : "Vous voyez le gouvernement et les élus font des cadeaux à des capitalistes allemands qui s'en retournent chez eux plein les poches" c'est-à-dire que le P.C.F. s'en sert pour expliquer comment le gouvernement U.D.R. "gouverne contre la nation".

Voilà comment le P.C.F. essaie d'utiliser les luttes qu'engagent les ouvriers contre leur licenciement : il s'en sert pour essayer de faire passer son programme de gouvernement.

Correspondant Strasbourg.

PLAN MANSHOLT : PLAN DE SUREXPLOITATION DES PROLÉTAIRES D'EUROPE

Au cours des querelles que se livrent les partis bourgeois pour accéder à la gestion du capital, il arrive que pour discréditer leur concurrent tel ou tel parti révèle la pourriture ou les menaces qui se dissimulent derrière la mise en scène destinée à tromper les masses. C'est ainsi que le "Canard Enchaîné" journal bourgeois, a publié la feuille d'impôt de Chaban. C'est ainsi que le P.C.F. a publié une lettre de Mansholt, président actuel — avec la bénédiction de Pompidou — de la Commission de la Communauté Economique Européenne.

Que révèle la lettre de Mansholt ? UN CONSTAT DE FAILLITE DU SYSTEME CAPITALISTE

S'inspirant d'un rapport publié par des spécialistes U.S., il est obligé de reconnaître la crise générale du capitalisme :

"Il est de plus en plus évident que les gouvernements nationaux ne sont plus capables d'assurer une expansion stable de leurs économies. Il ne s'agit pas d'un phénomène proprement européen, puisqu'on peut l'observer dans tous les pays industrialisés tels que les U.S.A., le Japon, etc. qui sont en proie à une inflation galopante, accompagnée même d'un chômage de plus en plus grave" Mansholt est encore plus clair sur l'impérialisme U.S. : "Les Etats-Unis sont sur la voie du déclin et il sera extrêmement difficile de les préserver de l'effondrement total". Ainsi quand les capitalistes discutent entre eux, quand les gérants du capital exigent des rapports confidentiels, ils avouent la faillite du système : chômage, inflation, effondrement total et se demandent comment en sortir. On est très loin du bilan satisfaisant que Pompidou a tiré de dix années de pouvoir, lors de sa récente exhibition électoriale.

DES EFFORTS DESESPERES POUR ECHAPPER A LA RUINE

Mais la classe des capitalistes ne se résignera jamais à disparaître de bon

gré. Et ses gérants sont chargés de trouver des remèdes, quels qu'ils soient, à cette situation désespérée. Mansholt ne se gêne donc pas pour proposer les siens :

"Il est clair qu'une réorientation radicale de la politique s'impose, mais pour l'instant je m'abstiendrai de considérer les moyens de rendre cette politique acceptable aux yeux du public".

Mansholt propose donc crûment 2 remèdes choc :

— "La lutte contre la démographie".

Pour lui, s'il y a du chômage, c'est qu'il y a trop d'ouvriers.

Que les ouvriers aient moins d'enfants et le chômage disparaîtra.

Mansholt s'appuie sur la thèse que la même production nécessite un personnel ouvrier de moins en moins nombreux à cause de l'introduction de machines de plus en plus modernes. Telle serait la cause du chômage. Ce qu'il ne dit pas c'est que les capitalistes restreignent, par la loi du marché, de gré ou de force, la production non pas parce que les masses n'en auraient pas besoin mais parce que les capitalistes versent le minimum de salaire aux ouvriers dans le but de s'assurer le maximum de profit, et que ce minimum de salaire ne permet d'acheter qu'un minimum de produits. C'est pourquoi dans les pays socialistes où ce n'est pas la loi du profit mais la loi de la satisfaction des besoins sociaux des masses qui régit l'économie, il n'y a pas de chômage, le niveau de vie des masses s'élève constamment. Mais de cela, du socialisme, le "socialiste" Mansholt ne veut pas entendre parler et il propose : "...Il nous incombe d'indiquer les éléments économiques qui peuvent contribuer à promouvoir la limitation des naissances. A cet égard on peut penser à la politique fiscale et à la suppression des aides sociales aux familles nombreuses."

Dans sa "lutte contre la démographie", Mansholt affiche sa très grande peur des peuples opprimés par l'impé-

rialisme où "la natalité prend des proportions angoissantes". On comprend que la victoire de ces peuples effrayés beaucoup Mansholt qui connaît bien la nécessité vitale des surprofits coloniaux pour la survie de l'impérialisme. C'est par le fusil, par la guerre du peuple que ces pays opprimés répondent à "la lutte contre la démographie", qui n'est rien d'autre qu'une tentative de génocide comme celle de l'impérialisme U.S. au Vietnam depuis 18 ans.

— "La réduction de la consommation"

L'autre objectif proposé par Mansholt, sous couvert de lutte contre la pollution, se traduira "par un net recul du bien être matériel par habitant et par une limitation de la libre utilisation des biens".

Passons sur cette nouvelle maladie du capitalisme découverte récemment par ses experts : la pollution. La bourgeoisie ne s'y est jamais intéressée tant qu'elle restait à l'intérieur des usines, tant qu'elle frappait uniquement la classe ouvrière : pour le prolétariat, le saturnisme, la silicose, voilà la pollution dont il souffre depuis plus de cent ans et qu'il ne liquidera qu'avec le capitalisme même.

Mais il faut prendre au sérieux ses menaces contre le pouvoir d'achat des ouvriers, cette "forte réduction de la consommation de biens matériels par habitant". Voilà l'Europe que préparent Brandt, Heath et Pompidou.

Les révisionnistes s'emparent de ce texte pour servir leurs ambitions gouvernementales, pour brandir l'étendard de "l'intérêt national", pour montrer que Pompidou, comme Mansholt, est un mauvais gestionnaire du capitalisme français. Les marxistes-léninistes doivent s'en emparer pour mettre à nu la vérité : la crise générale du capitalisme. Avec ou sans l'Europe, c'est un plan similaire que la bourgeoisie française prépare contre le prolétariat.

d'investissement... C.F. s'en va ailleurs exploiter d'autres ouvriers : le chômage qui sévit en Europe lui laisse de larges possibilités. Il faut relire ce licenciement de C.F. à la crise locale de la vallée de la Bruche. Schirmeck est situé au cœur de la vallée de la Bruche et a connu et connaît toujours les conséquences de la crise de l'industrie du textile, dues non pas à la baisse de la production dans cette branche mais à la restructuration qui, dans le nord, les Vosges..., a jeté de nombreux ouvriers au chômage : à Rothau, ville voisine, l'usine textile STEINHILL DIETERLIN a annoncé 70 licenciements pour septembre

2. la grève

Le lendemain de l'annonce devant le Comité d'Entreprise du préavis de licenciement, la colère des ouvriers éclate. Pour eux, toutes les perspectives d'emploi sont bouchées : c'est d'ailleurs ce qui rend la lutte actuelle si aigue. Des femmes sont allées frapper à la porte de toutes les usines de la vallée sans résultat. Ce qui rend la lutte si aigue, c'est qu'il n'y a même pas de reconversion possible. Ils n'ont plus rien à perdre : ils occupent l'usine. Quand les directeurs viennent "négocier", en fait annoncer que les licenciements sont "obligatoires", les ouvriers les séquestrent. Mais les illusions convergentes répandues par les syndicats, le maire, le préfet, le P.C.F., contribuent largement à désarmer les travailleurs.

3. la direction réformiste de la grève

LA C.F.D.T.

C'est le syndicat largement majoritaire dans presque toutes les boîtes de la région. Sous l'influence de l'U.D. C.F.D.T., la grève a lieu sur les bases suivantes :

— s'il y a des licenciements, c'est à cause de la "gestion désinvolte" (sic) de l'usine par le groupe Singer. Eh

un seul Vietnam...

Dès les premières vagues de l'offensive, près de la zone démilitarisée, la presse bourgeoise a parlé d'une "invasion nord-vietnamienne". L'ouverture des autres fronts, à des centaines de kilomètres du 17^e parallèle ne l'a pas fait changer de rengaine, pas même les combats dans le delta qui n'avaient aucune frontière avec aucun autre pays : il s'agirait, cette fois-ci "d'unités nord-vietnamiennes autonomes" !

Ce qu'oublie de dire ces journalistes bourgeois, c'est que le Vietnam n'est qu'un seul pays du nord au sud du 17^e parallèle dont l'unité est reconnue en toutes lettres dans les accords de Genève (1954) et n'a été violée que par l'impérialisme US qui installa dès 1955 son fantoche Diem à Saigon. Comme l'a précisé Madame Binh le 6 avril : "Dans le combat la population sud-vietnamienne est soutenue et aidée de façon dévouée par nos compatriotes du nord de notre pays... Toutes nos

forces armées qui combattent sur le front de Quang-Tri-Thua-Thien relèvent des Forces Armées Populaires de Libération du Sud-Vietnam, placées sous le commandement du Gouvernement Révolutionnaire provisoire".

Les journalistes bourgeois oublient aussi de dire qu'en envahissant le Laos et le Cambodge les impérialistes US ont scellé l'unité des 3 peuples et des trois pays d'Indochine qui poursuivent désormais ensemble la lutte contre l'agresseur commun. C'est ce qui s'est passé lors de l'invasion du Laos par les troupes US fantoches en 1971. Aujourd'hui, pendant l'offensive des Forces Armées Populaires de Libération au Sud-Vietnam, tout le matériel est acheminé par la piste Ho-Chi-Minh, réalisation des trois peuples ; et les peuples du Laos et du Cambodge, en poursuivant le combat, enlèvent à l'ennemi la possibilité d'envoyer plus de troupes contre leurs frères vietnamiens.

une forme supérieure de la guerre du peuple

L'offensive actuelle met en œuvre des chars, des fusées, des avions, une artillerie lourde, des régiments entiers. La propagande bourgeoise s'est aussitôt empressée de déclarer que la guerre du peuple était terminée au Vietnam. Car, selon elle, la guerre du peuple serait uniquement une guerre d'escarmouches avec un matériel limité fabriqué sur place ou pris à l'ennemi.

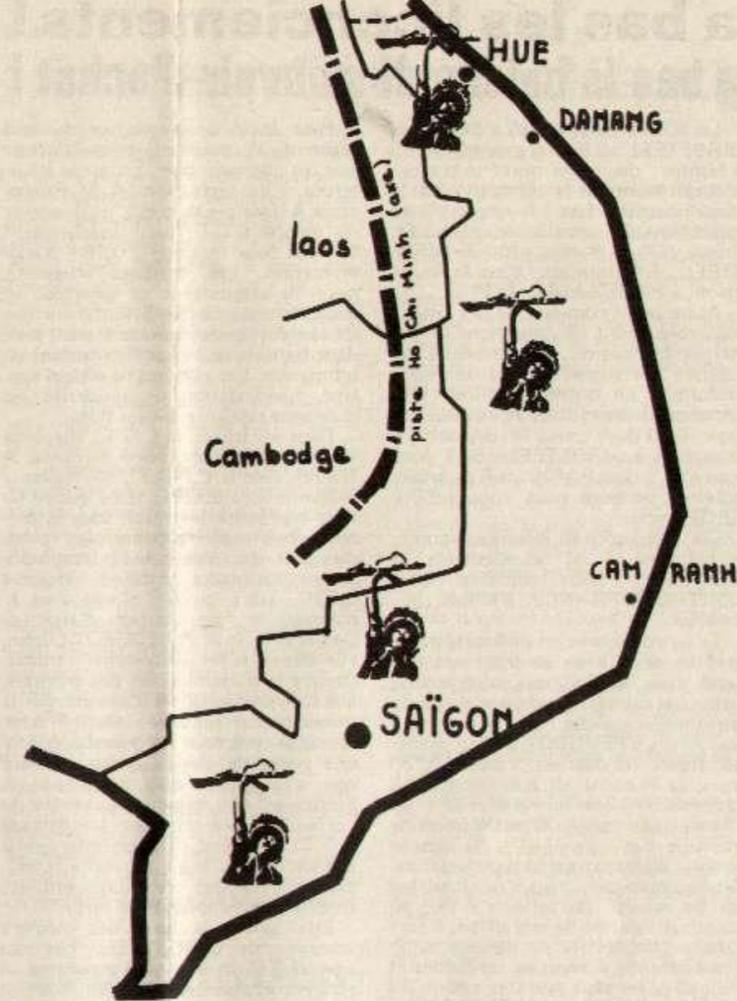
C'était vrai au Vietnam, il y a quelques années.

Est-ce pour autant une raison pour dire qu'il ne s'agit plus de guerre populaire au Vietnam, aujourd'hui ? Le facteur décisif dans la guerre du peuple, c'est la participation consciente de la population. Or pour que les troupes régulières qui sont effectivement de plus en plus nombreuses et de mieux en mieux armées puissent mener des combats de type conventionnel, il faut une logistique très importante (c'est-à-dire le ravitaillement des troupes en armes, en munitions et en vivres). Comment créer, dans des zones occupées par l'ennemi des dépôts aussi importants sans une participation très étroite de la population ? Comment acheminer tout ce ravitaillement depuis les zones libérées et la base arrière qu'est la République Démocratique du Vietnam du Nord, jusqu'au front, malgré les bombardements US ininterrompus, sans un soutien constant de la population ?

D'autre part, même si le rôle décisif appartient aux forces régulières, les autres troupes (troupes régionales, milices populaires) continuent à opérer sur les arrières de l'ennemi, pour ne leur laisser aucun moment de répit, aucun refuge sûr. Une armée populaire accomplie, le fusil à la main, des tâches politiques. Or que voit-on dans les zones libérées lors de l'offensive actuelle ? Les organisations du Front National de Libération se multiplient, l'administration du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire s'organise.

En réalité, il s'agit bien d'une nouvelle forme de la guerre populaire, rendue nécessaire par le développement des Forces Armées Populaires de Libération, capables aujourd'hui d'attaquer et d'anéantir des unités complètes de l'ennemi.

Cette nouvelle forme de guerre populaire fait-elle, pour autant dépendre le Vietnam de l'aide étrangère ? Il ne faut pas sous-estimer l'importance de l'aide étrangère en matériel, ni les conditions qui accompagnent à coup sûr l'aide soviétique à la RDVN : le social-impérialisme espère ainsi transformer la RDVN en une des dépendances. Mais il n'est pas le seul à pouvoir fournir du matériel : les pays socialistes apportent également une aide très importante aux peuples indochinois. La Chine rouge, en particulier, fournit gratuitement non seulement



des armes légères, mais aussi de plus en plus de matériel lourd : véhicules, fusées. La RDVN elle-même et les zones libérées des 3 pays d'Indochine se sont fixées comme objectif de subvenir le plus rapidement possible à leurs besoins tant en armements qu'en vivres et fabriquent dès à présent une grande quantité d'armes et de munitions. Il ne faut pas négliger non plus le matériel lourd pris à l'ennemi, soit récupéré sur le terrain et réparé, soit même acheté à bas prix aux trafiquants cambodgiens

de stocks américains : la présence de chars US lors de l'offensive a semé la panique chez les fantoches.

Donc, s'il est sûr que le social-impérialisme soviétique essaiera au maximum de jouer le chantage au matériel pour imposer sa domination, recourra à toutes les manœuvres pour tenter d'imposer un compromis "pacifique" à son avantage, les faits prouvent qu'en déclenchant l'offensive d'avril, les peuples d'Indochine ne sont pas prêts de céder à ce chantage.

éditorial suite de la page 1

Quelque tactique qu'il choisisse, s'il veut continuer la guerre, Nixon se retrouvera face à un nouvel échec, dans une nouvelle impasse. La seule solution est celle proposée par le GRP dans son programme en 7 points et dans sa déclaration du 2 février sur les 2 problèmes-clés pour mettre fin à la guerre d'agression :

- retrait des troupes américaines et cessation de la guerre aérienne et de toutes les activités militaires des USA au Vietnam
- cessation de tout soutien américain à l'administration de Saigon et démission du fantoche Thieu.

Telles sont les conditions pour que le GRP puisse entamer des discussions avec l'administration de Saigon pour la formation d'un gouvernement de concorde nationale, en vue d'élections générales au Sud-Vietnam. Les problèmes se régleront alors entre vietnamiens. Malheureusement, la logique de l'impérialisme US est telle que, jusqu'à son dernier souffle, il intensifiera la guerre et inventera toutes sortes de manœuvres. Le pousser jusque dans ses derniers retranchements, et aujourd'hui anéantir les troupes fantoches, voilà ce qui remettra tout le pouvoir militaire entre les mains du peuple vietnamien : telle est la garantie de l'indépendance et de la paix.

Le 9 avril 1972

LIBERTE POUR S. ZEZE

Samuel Zeze est un responsable de l'Union des Populations Camerounaises, organisation qui lutte depuis 1955 pour l'indépendance de son pays, d'abord contre la domination coloniale française, puis depuis 1960, contre le gouvernement fantoche d'Ahidjo mis en place par l'impérialisme français. En raison de ses activités politiques, il a été condamné au Cameroun à 4 ans de déportation, sans jamais avoir été jugé par un tribunal. Toute sa famille a été emprisonnée puis gardée comme otage. Il s'est réfugié en France en juillet 1971. Le 20 mars 1972, le gouvernement français lui fait savoir qu'il est indésirable et qu'il a 8 jours pour quitter le territoire français. Quand on se souvient des simulacres de procès intentés à d'autres militants de l'UPC comme Ernest Ouandié exécuté l'an dernier par le fantoche Ahidjo, on sait qu'une expulsion pour Samuel Zeze signifie la condamnation à mort. A la suite de protestations, Marcellin a transformé cette menace d'expulsion en assignation à résidence. Ce n'est pas assez. Notre camarade de combat doit bénéficier de l'entière liberté. Restons vigilants. Le gouvernement français a montré à plusieurs reprises qu'il n'hésitait jamais à renier ses engagements quand ses intérêts impérialistes étaient en jeu. Ainsi, lors du procès d'Ernest Ouandié, les avocats français d'Ouandié se sont vus refuser leur visa d'entrée en violation de la convention judiciaire franco-camerounaise (l'accord militaire franco-camerounais qui permet à la France d'intervenir au Cameroun à tout moment, et, lui, pleinement respecté et utilisé). L'impérialisme français n'a pas intérêt à ce que se développe un mouvement de libération contre sa domination par fantoche interposé au Cameroun.

REVOLUTIONNAIRES FRANÇAIS ET CAMEROUNAIS MEME COMBAT !
A BAS L'IMPERIALISME FRANÇAIS !

fantoche (transportée par avion de l'armée française) a fait plusieurs milliers de morts et a particulièrement visé le Parti Monima, assassinant les cadres locaux ou les déportant dans des bagnes. Le dirigeant Monja Jaona est emprisonné, le Parti dissous.

Le mouvement de Tulléar, systématiquement sous-estimé par la presse, revêt pour nous une grande importance :

- mouvement de masse dirigé clairement contre la clique fantoche, il contribue à démasquer sa véritable nature sanguinaire de laquais de l'impérialisme (français), à montrer aux masses que le pays n'est pas divisé en ethnies, mais en classes antagonistes.
- il a accentué les divisions au sein de la clique compradore : peu après, Tsiranana faisait emprisonner son ministre de l'intérieur Resampa.
- c'est un rude coup à l'impérialisme français qui compte s'appuyer sur Madagascar pour conquérir des positions dans l'Océan Indien et en Afrique Australe (voir les grandes manœuvres navales en cours autour de Madagascar). C'est en ce sens, comme la lutte du peuple tchadien, une brèche ouverte dans le système néocolonial de l'impérialisme français, une aide directe à la lutte révolutionnaire du prolétariat en France.

LIBERTE POUR MONJA JAONA ET LES PATRIOTES MALGACHES !
VIVE LA JUSTE LUTTE DU PEUPLE MALGACHE !
A BAS L'IMPERIALISME FRANÇAIS !

1947 1971 LE PEUPLE MALGACHE CONTRE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Depuis qu'en 1896, le colonialisme français a pénétré en force dans Madagascar, avec comme exécutant le bourreau Gallieni qui s'était déjà illustré au Soudan et en Indochine, l'histoire de l'île, c'est l'histoire de la résistance ininterrompue du peuple malgache, c'est l'histoire de la solidarité de combat des peuples dominés par l'impérialisme français, c'est l'histoire de la faillite inéluctable de l'impérialisme français.

L'INSURRECTION DU 29 MARS 1947

L'impérialisme français a férocement renforcé son exploitation pendant la guerre. La métropole qui maintient son monopole commercial arrête pratiquement toute exportation : beaucoup de malgaches en sont réduits à se vêtir de toiles de sac. Mais, au nom de "l'effort de guerre", l'office du riz pille impitoyablement la production agricole et provoque la famine. Les impôts, déjà très lourds, sont encore alourdis par des "versements volontaires" obligatoires : au nom du "Secours National" de Vichy, puis du "Fonds d'armement de la France Libre" de de Gaulle. Enfin, non seulement le système officiel de travail forcé colonial (Service de la Main d'Œuvre des travaux d'intérêt général) est maintenu, mais il s'y ajoute toute une série de corvées obligatoires, notamment pour la production de caoutchouc.

Au point de vue politique, toute possibilité d'expression, en particulier par la presse est supprimée.

Au sortir de la guerre, la bourgeoisie française entend bien, par tous les moyens, maintenir son empire colonial (répression sanglante en 1945 du soulèvement algérien). La coalition au pouvoir (MRP, SFIO, PCF) espère en même temps canaliser et limiter la puissante aspiration des peuples à l'indépendance (insurrection générale du Vietnam en août 1945) en "ocroyant" certaines formes démocratiques au sein de l'Empire maintenu, mais rebaptisé "Union Française". Ainsi, Madagascar, (6 millions d'habitants, 11^e plus grande que la France) devait élire 2 députés, avec un système raciste de double collège électoral !

Mais le peuple malgache ne l'entendait pas ainsi.

L'exploitation éhontée pendant la guerre a largement contribué à sa prise de conscience ; il s'empare de quelques libertés octroyées pour proclamer son aspiration fondamentale : indépendance nationale. C'est le mot d'ordre de la presse qui repartait. C'est le mot d'ordre du parti MDRM (Mouvement Démocratique de Rénovation Malgache) qui, très rapidement, s'implante massivement dans toute l'île et bat largement, aux élections de novembre

1946, le PADESM, manipulé par l'administration coloniale, et dont Tsiranana (président actuel) est alors un des chefs de file. Au sein du MDRM, militent des réseaux clandestins (Jina et Panama) qui s'organisent en vue d'un soulèvement prolétarien armé. Monja Jaona, dirigeant emprisonné à Monima, fut membre fondateur et

1947, porta un coup très dur à l'impérialisme français. Au départ, elle mobilisa d'importantes forces coloniales et fut une aide précieuse à la lutte des peuples d'Indochine. A plus long terme, avec le soulèvement algérien de 1945 et l'insurrection indochinoise de 1946, elle sonne le glas de l'Empire colonial français.

LE SOCIAL CHAUVINISME DU P"CF

Lors du déclenchement de l'insurrection malgache du 29 mars 1947, le P"CF siège au gouvernement (il en sera chassé seulement le 5 mai), Billoux est même ministre de la défense.

La position social-chauvine à 100% du P"CF est bien claire : "Depuis des mois on n'a cessé par une répression stupide, de favoriser les ténébreuses manœuvres d'éléments troubles, agents de puissances étrangères... Il est chaque jour plus clair... qu'il ne faudrait sans doute pas chercher longtemps pour trouver parmi les auxiliaires du complot des individus directement liés à l'Intelligence Service, agents de Sa Majesté le Roi d'Angleterre". (R. Barbé. Cahiers du communisme. Mai 1947). Thorez, au XI^e Congrès du PCF à Strasbourg, en juin 1947, tire la conclusion : "Ce qui est non moins sûr, c'est qu'à Madagascar, comme en d'autres parties de l'Union Française, certaines puissances étrangères ne se privent guère d'intriguer contre notre pays".

Tel est le social chauvinisme du P"CF à l'époque :

1. Réduire tout mouvement de libération nationale dans les colonies à des manœuvres de l'étranger contre "La France".
2. Soutenir de fait la répression, que le P"CF soit ou non au gouvernement, en calmant l'insurrection, en appelant à défendre l'Union Française contre l'étranger.
3. Dénoncer la répression non pas en tant que conséquence du système impérialiste, mais parce qu'elle est "stupide", inutile, frappe à côté. En faisant croire que, si on écoutait les conseils du P"CF, un bon colonialisme, sans bavures, serait possible.

Dès ce moment, le P"CF est candidat à la gestion de l'impérialisme français.

dirigeant de la Jina.

L'impérialisme français prend peur. Dès le 25 novembre 1946, Marius Moutet, ministre SFIO des colonies, donne à l'administration locale l'ordre de briser le MDRM par tous les moyens. Il déclare à Bidault : "La présence à Madagascar d'unités métropolitaines dotées d'un armement moderne et réparties sur les principaux centres de l'île, d'avions, d'unités navales, épaulera efficacement la politique de ralliement autour de notre drapeau".

Pour faire face à ses projets sanglants, le 29 mars 1947, l'insurrection paysanne et anti-impérialiste est déclenchée. Elle embrase une vaste région, de Tananarive à Fianarantsoa. Durant six mois, elle tient en échec les troupes coloniales. Un contingent du corps expéditionnaire, à destination de l'Indochine, en transit dans l'île, doit être maintenu en place. Des légionnaires, des paras, des mercenaires sénégalais et nord-africains sont dépêchés d'urgence. La répression coloniale barbare fait un carnage de plus de 90 000 morts. Telle est la réalité impérialiste de "l'Union Française" vantée alors par Thorez. Mais il faudra plusieurs années encore avant que "l'ordre colonial" puisse être rétabli à Madagascar". L'insurrection héroïque du 29 mars

L'INDEPENDANCE : 1954-1960

La victoire du peuple vietnamien (Dien Bien Phu 1954) oblige en effet l'impérialisme français à réviser à nouveau ses méthodes. C'est la SFIO de Defferre qui s'en charge : la "loi-cadre" (1956) visait à accorder "l'autonomie interne" au sein de la "République Une et Indivisible", en fait à fabriquer un personnel politique autochtone, capable de tromper et de réprimer les masses. Ainsi, Tsiranana, devenu député français SFIO crée, en 1957, le PSD (Parti Social Démocrate) partisan de l'autonomie, pour s'opposer à de nouveaux partis qui, eux, réclament l'indépendance intégrale.

En 1958, la guerre de libération du peuple algérien contraint l'impérialisme français à accélérer le processus : de peur d'être débordé et pour pouvoir concentrer ses forces contre le peuple algérien il cherche à désamorcer la nouvelle vague de luttes pour l'indépendance en Afrique. A Madagascar, référendum en septembre 1958 : le PSD est le seul parti à voter oui en octobre 1958, la République Malgache est créée.

L'impérialisme français devra même forcer la main à son homme de paille Tsiranana : en 1958, il déclarait : "Nous ne sommes pas mûrs pour